

## STATUTS 1/2

### Article 1er

L'association prend la dénomination " PATIENTE VERTRIEDUNG asbl "

" PATIENTEN VERTRETUNG asbl "

" REPRESENTATION DES PATIENTS asbl "

Son siège est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger par simple décision du Conseil d'administration.

### Article 2

L'association a pour objet de réaliser, promouvoir et supporter toutes activités en rapport avec l'information, la représentation et la défense des intérêts des patients, tant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg que sur le plan européen et international.

### Article 3

L'association est composée de membres effectifs et de membres suppléants.

Peut devenir membre effectif toute personne physique ou morale, désirant participer aux activités de l'association et en règle avec le paiement de la cotisation annuelle.

La demande d'adhésion est à adresser au Conseil d'administration ci-après qualifié.

Sera admise à la qualité de membre effectif toute personne physique ou morale parrainée par deux membres effectifs au moins et recueillant une majorité qualifiée des trois quarts des voix lors d'une prochaine délibération de l'assemblée générale, les deux tiers des membres effectifs dûment présents ou représentés.

Le nombre de membres effectifs ne pourra être inférieur à trois.

Peut devenir membre adhérent toute personne physique ou morale en règle avec le paiement de la cotisation annuelle.

### Article 4

Tout membre effectif est libre de se retirer de l'association en adressant sa démission au Conseil d'administration.

Est démissionnaire de plein droit le membre effectif qui n'aurait pas acquitté sa cotisation annuelle avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire.

L'exclusion de tout membre effectif ne pourra être décidée que par l'assemblée générale à la majorité qualifiée des deux tiers des voix présentes et représentées, pour des faits contrevenant à l'objet de l'association ou portant préjudice à ses intérêts.

Le Conseil d'administration peut suspendre les droits d'un membre effectif en cas d'agissements graves de nature à porter atteinte aux intérêts de l'association. La prochaine assemblée générale statuera sur l'exclusion des membres effectifs dont les droits ont ainsi été suspendus.

### Article 5

L'assemblée générale se comporte de tous les membres effectifs ayant rempli leurs obligations vis-à-vis de l'association et se réunit une fois par an en session ordinaire, dans le premier trimestre du calendrier sur convocation du Conseil d'administration à faire par lettre ordinaire au moins dix jours avant la date de la réunion de l'assemblée.

Elle est présidée par le Président du Conseil d'administration sinon par l'administrateur le plus ancien.

L'assemblée générale prend ses décisions à la simple majorité des membres présents et représentés sauf stipulation statutaire autre : toutefois elle ne pourra délibérer sur une modification des statuts que si les deux tiers des membres effectifs sont présents ou représentés.

Tout membre effectif a une voix délibérative aux assemblées générales.

Sont de la compétence de l'assemblée générale :

Les modifications des statuts

La nomination et la révocation des administrateurs

L'approbation des budgets et des comptes

La dissolution volontaire de l'association

L'admission et l'exclusion des membres effectifs

Les procurations à d'autres membres effectifs sont admises à raison d'une représentation par membre présent.

L'assemblée générale élit les membres du Conseil d'administration et fixe le montant de la cotisation annuelle qui ne pourra être supérieur à 10.000 .- Flux par membre individuel et à 15.000 .- Flux par famille.

Les décisions et résolutions de l'assemblée générale seront portées à connaissance des associés et/ou tiers par les voies et les moyens à décider par le Conseil d'administration.

### Article 6

Le Conseil d'administration se compose de trois membres effectifs au moins élus par l'assemblée générale pour un mandat de trois ans, essentiellement révocable et gratuit.

Les administrateurs sont rééligibles.

En cas de vacance d'un mandat (démission, décès ou exclusion), le Conseil d'administration pourra coopter parmi les membres effectifs un administrateur provisoire.

A la prochaine assemblée générale il sera pourvu au vote sur le remplacement.

L'administrateur ainsi élu achèvera le mandat de son prédécesseur.

Le Conseil d'administration dispose des pouvoirs nécessaires pour la gestion journalière des affaires politiques, administratives et financières de l'association.

Il représente l'association dans ses relations avec les tiers, signe tous les actes en son nom et peut ester en justice sur autorisation de l'assemblée générale.

Le Conseil d'administration désignera parmi ses membres le président, le secrétaire et le trésorier.

### Article 7

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou du secrétaire. Il ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente.

Le Conseil d'administration prend ses décisions à la majorité absolue, en cas de partage des voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Les décisions du Conseil d'administration sont consignées sous forme de procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire et inscrits dans un registre spécial.

**Article 8**

La vérification de l'état des recettes et des dépenses de l'association devra être faite par un commissaire aux comptes élu à cet effet par l'assemblée générale pour la durée d'un an.

Le Conseil d'administration présentera annuellement à l'assemblée générale le bilan de l'exercice écoulé, ainsi que le budget prévisionnel sur l'exercice à venir.

**Article 9**

L'exercice social commence le premier janvier pour prendre fin le 31 décembre.

Le premier exercice débutera par exception au jour des présentes.

**Article 10**

En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté à une association désignée par l'assemblée générale et poursuivant un but similaire.

**Article 11**

Pour toutes les matières non réglées par les présents statuts, il est fait référence expresse à la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée par les lois du 22 février 1984 et 4 mars 1994.

Suite à la constitution de l'association, les membres fondateurs, préqualifiés, se sont réunis en assemblée générale déclarant renoncer à une convocation spéciale et préalable, et ont élu les administrateurs de l'asbl.